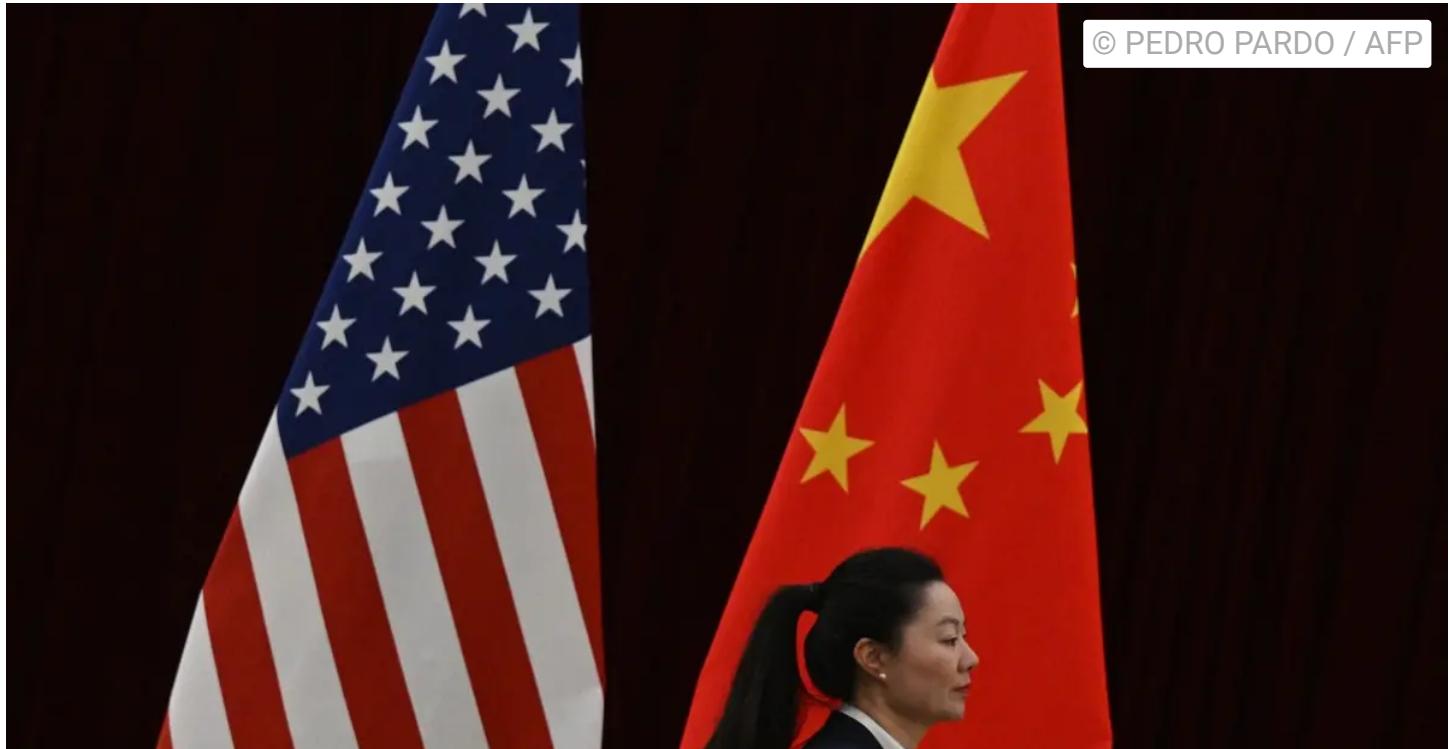


Les drapeaux nationaux américain et chinois avant la deuxième réunion bilatérale entre la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen et le vice-Premier ministre chinois He Lifeng à Guangzhou, dans le sud de la Chine, le 6 avril 2024.



© PEDRO PARDO / AFP

Sous tension

La mondialisation peut-elle survivre à la nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine ? La réponse pourrait vous surprendre...

La rivalité entre Washington et Pékin exerce une pression intense sur le commerce mondial.

Atlantico : La mondialisation a fait face à plusieurs crises. Certaines, comme cela a pu être le cas dans les années 30, mais aussi plus tard, ont pu la menacer parfois considérablement. Faut-il penser que le conflit sino-américain puisse devenir une rupture dangereuse pour le concept de mondialisation ? Quelle est aujourd'hui l'ampleur de la crise que nous traversons ?

Jean-Marc Siroën : La mondialisation dite « heureuse » telle que le monde l'a connue durant une petite vingtaine d'années, a permis à la Chine de devenir le premier pays exportateur et la deuxième puissance économique. De fait, son marché en expansion a entraîné l'économie mondiale. En poussant le prix des matières premières à la hausse, elle a permis au « Sud global » de s'insérer dans le commerce mondial et de connaître une croissance inédite.

La première rupture n'est pas due au conflit commercial sino-américain mais à la crise financière de 2007-2008. Le commerce international s'est alors effondré avant de se redresser. Contrairement aux années 1930 le protectionnisme n'a pas été la réaction pavloviennne attendue. Toutefois, si le commerce international a vite retrouvé ses niveaux d'avant crise, sa croissance s'est ralentie par rapport à sa tendance d'après-guerre. Avant même que les mesures protectionnistes de l'administration Trump, les économistes commençaient à s'interroger sur la possibilité d'une démondialisation par relocalisation d'activités auparavant externalisées.

Le conflit commercial sino-américain déclenché par les Etats-Unis en 2018 a levé un certain nombre de tabous hérités de la catastrophe des années 1930. Le protectionnisme jusqu'alors rejeté (dans les discours davantage que dans la réalité) n'est plus un gros mot (l'a-t-il d'ailleurs jamais été ?). Il tend même à devenir la nouvelle doxa portée à la fois pour une gauche antimondialiste, une droite populiste voire un centre libéral qui peine à adapter ses valeurs à la nouvelle économie.

Cette vague protectionniste aurait-elle déferlé si la mondialisation « heureuse », fondée sur la fragmentation des chaînes de valeur, n'avait pas atteint ses limites ? De fait, si la mondialisation peine dans les années 2010, c'est parce que la locomotive chinoise s'est heurtée aux limites de son modèle de croissance. Celui-ci reposait à la fois sur les exportations de produits assemblés dans les méga-usines installées dans des zones spéciales de type Shenzhen et sur le surdimensionnement de ses projets (immobiliers, infrastructures, industrie, militaire, etc.) ce qui est assez classique dans les économies planifiées comme la Chine l'est restée.

Quels sont les principaux symptômes de la rupture sino-américaine sur la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui ? Que dire, par exemple, de l'impact de cette rupture sur les infrastructures qui permettent la mondialisation ou sur les différents marchés et industries concernés ?

Cette rupture sino-américaine est politique tout autant qu'économique. Amorcée par Obama, elle a été portée par Trump et ajustée par Biden. Pour l'instant, elle n'a pas créé de véritables chocs. En effet, assez curieusement, les mesures protectionnistes américaines (et les répliques chinoises) n'ont eu que des effets limités sur le commerce bilatéral (et mondial).

En effet, ces dernières années, la mondialisation a davantage été perturbée par la crise du Covid et le conflit en Ukraine que par la guerre commerciale sino-américaine. Malgré les mesures protectionnistes mises en place, les Etats-Unis continuent d'importer de la Chine à peu près autant qu'en 2018 et exportent eux-mêmes à peu près autant vers ce rival même si ce ne sont plus exactement les mêmes produits. Le déficit bilatéral, qui fâchait tant Donald Trump, reste autour de 300 milliards de \$. Il n'en est pas moins vrai qu'un doigt a été mis dans l'engrenage.

En réalité, l'enjeu des mesures prises par les Etats-Unis n'est pas d'agir à court terme mais de préserver ou conquérir une suprématie dans les activités stratégiques de demain dans un monde mal à l'aise avec les nouvelles technologies, qui renoue avec les crises géopolitiques et ne sait pas trop comment s'adapter à un déplacement du centre de gravité de l'Atlantique vers le Pacifique.

Les objectifs de Joe Biden, ont néanmoins été plus clairs que ceux de ses prédécesseurs : renforcer la suprématie des Etats-Unis dans les secteurs d'avenir en accélérant la conversion de l'industrie américaine à coups de subventions massives (plutôt que de droits de douane qui gênent les producteurs et fâchent les consommateurs). Fait nouveau : la compétition ne porte pas uniquement sur les biens matériels (voitures électriques, batteries, microprocesseurs, etc.) mais aussi sur les réseaux qui appuieront et contrôleront la future mondialisation.

Déjà, il y a dix ans, le projet de routes de la soie (Belt and Road) annonçait la volonté, chinoise en l'occurrence, d'investir dans les réseaux de transports (ports, routes, voies ferrées) pour désenclaver un pays qui ne se suffisait pas de ses voisins asiatiques et pacifiques. Si le résultat apparaît aujourd'hui très en deçà des ambitions, c'est par son sur dimensionnement, son coût et ses ambiguïtés (néocolonisation des pays concernés ?). C'est aussi parce que les réseaux stratégiques ne se limitent pas au transport physique mais s'étendent à celui des données via les câbles, les satellites et les espaces de stockage. Autant d'investissements nécessaires et en même temps vulnérables.

La maîtrise des réseaux est en effet devenue un enjeu essentiel de la nouvelle mondialisation. Autant l'ancienne se souciait peu de sécurité, ce qu'elle a payé ensuite, autant celle qui s'annonce la met en exergue. La mondialisation « peureuse » pourrait bien succéder à la mondialisation « heureuse » des années 1990-2000.

Faut-il penser que la mondialisation telle que nous la connaissons est susceptible de disparaître, cette fois-ci, ou bien qu'elle sera simplement amenée à se transformer ? À quoi pourrait ressembler le monde "d'après" ?

Les entreprises industrielles n'ont ni les moyens, ni la compétence, ni l'intérêt financier de réinternaliser dans leur pays d'origine ce qu'ils avaient hier externalisé à l'étranger (Europe de l'Est, Asie du Sud-Est, ...). Leur priorité immédiate est seulement de mieux contrôler leur chaîne de valeur et de diversifier leurs sources d'approvisionnement. Elles ne veulent pas revivre les difficultés affrontées lors de crise sanitaire et qui pourraient se multiplier avec la prolifération des conflits (Ukraine, mer rouge, mer de Chine,...) et des accidents climatiques.

Par ailleurs, l'évolution technologique (notamment dans le numérique) et l'impératif de décarbonation ont déjà commencé à tracer les contours d'une reconfiguration. La mondialisation passée a été portée par des produits et des processus de production qui sont aujourd'hui à une phase avancée de leur cycle de vie. Les téléphones portables seront moins

souvent assemblés en Chine, partenaire de moins en moins fiable et à la main-d'œuvre devenue trop chère. Ils le seront au Vietnam, en Inde ou même, peut-être, en Afrique.

La mondialisation à venir ne sera pas portée non plus par les automobiles à moteurs thermiques, mais par les voitures électriques, les batteries et autres produits décarbonés ou « décarboneurs » (dominés aujourd’hui par la Chine), par les microprocesseurs ultrapuissants qui permettront le développement de services rendus possibles, à moindre coût et à plus haute performance (on pense évidemment à l’IA). L’enjeu est donc aujourd’hui de se placer sur ce terrain pour gagner une suprématie industrielle et technologique.

Pour cela les Etats-Unis ont choisi le conflit plutôt que la coopération davantage défendue (hypocritement, il est vrai), par la Chine. La mondialisation qui se met en place devrait donc être bien plus turbulente que celle d’hier !

Dans quelle mesure la situation actuelle peut-elle être comparée à d'autres situations de stress ou de tensions (guerre en Ukraine, chocs économiques, pandémies, etc.) ayant pesé sur le commerce international et, d'une façon générale, la mondialisation ? Quelles sont les leçons qu'il est possible d'en tirer ?

La chute du mur de Berlin, l’ouverture de la Chine, la désagrégation de l’URSS ont non seulement favorisé la mondialisation mais ces évènements ont laissé entrevoir l’émergence d’un monde apaisé, à la fois cause et conséquence de la mondialisation. Montesquieu aurait donc fini par avoir raison : le « doux commerce » apaiserait bien et entretiendrait l’aménité dans les relations internationales !

Les faits ont malheureusement déçu et la « fin de l’histoire » se fera attendre. Sans jouer le catastrophisme, on trouve beaucoup de similitudes entre les tensions géopolitiques actuelles et celles qui les ont précédées notamment dans les années 1930. Aujourd’hui, la mondialisation commerciale est moins vécue comme un booster de croissance et davantage comme un champ de bataille où s’affrontent les puissances. Certes, l’interdépendance entre grandes économies reste forte ce qui devrait limiter les conflits, mais c’est une interdépendance de plus en plus souvent armée » -weaponized- comme l’ont décrite Henry Farrell et Newman Abraham. Et c’est ainsi que la mondialisation devient, ou redevient, un enjeu de politique étrangère et de sécurité.